

## PRONONCEE

DEVANT LE ROY,

SEANT EN SES ESTATS

generaulx à Bloys, par Reuerend

pere en Dieu, Messire PIERRE

D'EPINAC, Archeuesque, Com-

te Lyon, Primardes Gaules, au

nom de l'Estat Ecclesiastique de

France.



A PARIS.

Chez Iamet Mettayer Imprimeur du Roy.

E T

Pierre l'Huillier Libraire iuré.

1588.

AVEC PRIVILEGE DV ROY.





# HARANGVE PRONONCEE

DEVANT LE ROY, SEANT EN SES  
*Estats generaulx à Blois, par Reuerend pere  
 en Dieu, messire Pierre d'Epinaç, Archeues-  
 que, Comte de Lyon, Primat des Gaules, au  
 nom de l'Estat Ecclesiastique de France.*

**S**IRE, encores que la Frã-  
 ce, qui a esté iusques icy  
 agitée par les plus gran-  
 des & perilleuses tem-  
 pestes, qui ayent iamais  
 trauaillé autre Republi-  
 que, ne soit pas encores du tout hors des  
 vagues & orages : si est-ce qu'elle pense  
 desia veoir de loin le port, & se persuade  
 d'arriuer bien tost en lieu de seureté, puis  
 que toutes choses luy tédent ayde & pro-  
 mettent secours. Car premieremēt Dieu  
 qui auoit estendu sur nous la main de son  
 iuste courroux, nous ostant le sentiment  
 de nos maux, & le sens pour y pourueoir,

semble maintenant nous regarder de son  
 œil de pitié, puis qu'il nous prepare de si  
 grands conseils, & vne si parfaicte vnion,  
 pour arrester le cours commun de nos  
 miseres. Et apres ceste aſſeurâce que nous  
 auons eu de Dieu, la prudence qui est en  
 vous plus grande que vostre aage ne per-  
 met, la dexterité de vostre esprit, qui se re-  
 cognoist en toutes vos actiōs, & a esté re-  
 marquée en ceste eloquente proposition,  
 qui a rauit tout le monde en admiration,  
 & vostre sainte & bonne volonté & pie-  
 té enuers vostre peuple, nous donnent es-  
 perance d'une felicité prochaine. Et ceste  
 expectation est grandement confirmée,  
 quand nous considerōs que vostre saint  
 desir est si affectueusement secondé par le  
 conseil de la Royne vostre mere, qui ayāt  
 si biē merité de tout le Royaume de Frā-  
 ce, tant pour le soin qu'elle a eu de faire si  
 saintement & religieusement instituer  
 les ans de vostre premiere ieunesse, que  
 par sa sage conduite, par laquelle elle a  
 manié le gouuernail de ceste Monarchie,  
 pendant le temps des plus dangereuses  
 tempestes, continue encōres maintenant  
 à vouloir par sa prudence s'ayder à re-

mettre vostre Royaume en son ancien honneur. Et nous promet encores beaucoup de bien l'assistance & valeur de Monseigneur vostre frere, que nous esperons debvoir estre le bras dextre de vostre auctorité & puissance. Et avec toutes ces choses vos treshumbles subiects, qui par les calamitez souffertes par le passé, sembloient auoir perdu le courage, recognoissans la faueur que le ciel leur presente maintenant, reueillent leurs esprits ja comme endormis & assoupis, & apportent vn bon zele & affection à la restauration de cest estat: de sorte qu'il semble que toutes ces choses ioinctes ensemble, nous facent desia veoir le ciel plus serain, & nous promettent vne heureuse tranquillité.

Et comment est-ce que nous ne serions tous en ceste expectatiō de bonheur, puis qu'il plaist à vostre Majesté, non comme Roy, mais comme pere tresbenin, traiter si gracieusement avec vos subiects, leur donner ceste honneste liberté de vous dire leurs plaintes & doléances, & faire vne si amiable communication & conference avec eux, pour trouuer les moyens de leur donner quelque assureé repos apres tāt

de malheurs : En quoy certes ils cognoissent combien est grande vostre sagesse & prouidence, qui a sceu tresbien recognoistre, que vous ne pouuiez rabiller les desordres qui estoient en vostre Royaume, que premierement vous ne les eussiez bien & amplement entendus : & ne les pouuiez mieux entendre que par la bouche de vostre peuple, qui luy mesmes en sent les pertes & les douleurs. Car à la verité l'une des plus grandes incommoditez qui accompagnent l'estat Royal, est que le Prince ne peut entendre les deffauts qui sont en son estat, que par la bouche de ceux qui sont autour de ses oreilles. Et iceulx luy estans bien souuent dissimulez il ne peut, bien qu'il en eust bonne volonté, les reparer, pour contenter son peuple. Chose qui desplaist tellement à l'Empereur Diocletian, que voyant que ses Conseillers luy cachoient la verité des fautes qui estoient en son Empire, luy ostant par là tout moyē de les reigler, cōme il en auoit bonne volonté : il se despita tellement, que pour ceste raison principale il remit & resigna son Empire entre les mains de Constantius Chorus : & ayma mieux vi-

ure en personne priuée, & dresser son iardin à Solone, que de garder l'Empire du monde avec ceste incommodité, de ne pouuoir fidelemēt recognoistre les maux ausquels il appartient à vn Empereur & Prince souuerain de pourueoir.

Mais vostre Majesté, SIRE, a bien prins vn conseil beaucoup plus honorable, vtil & salutaire: car appellāt tout son peuple, qui a senty toutes ces calamitez & ruines, & leur donnant toute liberté de dire ce qui le greue, riē ne luy pourra estre caché. Et cognoissant particulieremēt quelles sont toutes les maladies qui affligent tous les membres de ceste Republique, il pourra aussi avec eux y trouuer des conuenables remedes. Et tout ainsi comme ils recognoissent que vo<sup>r</sup> exercez en leur endroiēt l'office, non seulement d'un iuste & equitable Prince, mais encores d'un bon & pitoyable pere: ainsi ils ne doiuent desirer rien plus que de donner par effect tesmoignage de l'obeissance, à laquelle les oblige, & la nature qui les a faict naistre vos subiects, & l'amitié paternelle qu'il vous plaist leur porter.

Et parce, SIRE, vos treshumbles &

tres-obeyssans seruiteurs & subiects, les  
 gens Ecclesiastiques de vostre Royaume,  
 recognoissans que ceste vnion de l'obeis-  
 sance du subiect, avec le commandement  
 du Prince, est vne liaison qui entretient  
 en estre & en grandeur ce grand corps cō-  
 mun de la Republique, qui vient si tost à  
 decheoir, que ce lien est dissolu & rompu,  
 vous protestent deuant vostre Majesté,  
 qu'ils n'ont rien de plus cher, ny n'ont ap-  
 porté, apres l'honneur de Dieu, autre but  
 & fin à leurs actions & discours en ceste  
 commune & publique assemblée, sinon  
 que de tenter tous les moyens qui pour-  
 ront estre pour rédre vostre Majesté aussi  
 aimée & obeye de ses subiects, crainte &  
 redoubtée de ses ennemis, comme ont e-  
 sté les Roys vos predecesseurs, & comme  
 vos vertus le meritent. Car nous scauons  
 assez, & l'experience nous en a (malheu-  
 reux que nous sommes) trop fait sentir le  
 dommage, que la desobeissance est l'af-  
 foiblissement de toute puissance, la ruine  
 des maisons & familles, la perte des vil-  
 les, seigneuries, & Royaumes. Et si iamais  
 la terre a porté des Geans, qui, comme a  
 creu l'ancienneté fabuleuse, ont assailli les  
 cieux



cieux, & conspiré contre la Majesté diuine : il semble bien que ce ayent esté ceux, qui rompans le lien commun des loix par leur desobeyssance & impieté, ont confondu, desordonné, & renuersé sans dessus dessous toutes choses.

Vostre Majesté donques, SIRE, acceptera maintenant, s'il luy plaist, ce public tesmoignage que nous vous dōons d'vne tres-humble obeyssance & fidele seruitude, de laquelle nous pretendons ne nous departir iamais. Et puis qu'il vous plaist, pour ouurir le chemin à vne bōne restitution de vostre estat, nous donner la liberté de remōstrer les choses qui nous greuent: nous estimerions faire grād tort au debuoir que nous auons à Dieu, à vostre seruice, au bien & vtilité de nostre patrie, à l'expectation de ceux qui nous ont enuoyez, & à ceste singuliere & bōne volonté que vous auez enuers nous, si palliant les affaires nous vous dissimulions nos maulx, nos pertes, & nos calamitez. Car puis que par les loix ciuiles celuy est tenu coupable de crime de leze Majesté, qui ayant entendu quelque entreprinse ou conspiration au dommage du Prince,

ne la reuele, ne ferions nous pas iustemēt  
reputez pour traistres, si estans appelez  
soubz l'auctōrité de vostre Majesté, pour  
luy declairer les causes du mal commun :  
nous vous cachions ou dissimulions la  
verité des choses qui meritent reglemēt?  
Et encores que le vieil Prouerbe, nous  
soit assez cogneu, que le complaire ac-  
quiert des amis, & la verité, apporte hai-  
ne: si est-ce que nous estimons au cōtrai-  
re, que la verité soubstenue par l'auctori-  
té de vostre Majesté, aura tant d'efficace,  
qu'elle sera prinse en bonne part de cha-  
cun, puis qu'elle sera approuuée de vous.  
Aussi, SIRE, seroit-ce chose qui seroit  
mal-seante à nous, & contraire à nostre  
vacation, si nous attachions ( comme dit  
le Prophete ) des oreilliers soubz les cou-  
des de ceux qui faillent, & mettions des  
coussins & cheuets soubz la teste des pe-  
cheurs, pour seduire les ames & les entre-  
tenir en leur vice. Et puis que le patiēt ne  
peut estre bien guarý s'il ne declaire bien  
apertement les causes de son mal, nous  
vous descourirons nos playes, nous di-  
rons les symptomes qui nous arriuent, &  
ne celerons les douleurs que nous sentōs,

attendant en nostre mal, secours de vous, comme de nostre medecin souuerain. Et obseruerons toutesfois en ceste nostre liberté tout le respect que nous deuons à vostre Majesté, & la modestie qui se doit attendre & esperer de telles gés que nous sommes.

Il y a trois choses qui maintiennent l'estat de toutes les Republiques, & de l'exacte obseruation, desquelles depend leur heur & felicité : comme au contraire leur corruption est vn presage euident & manifeste de leur prochaine ruine. La premiere est la religion, la seconde la police, tant ciuile que militaire : & la troisieme les finâces publiques. Et par ce ayât traité les poincts generaux qui appartiennēt à ces trois, & remettât ce qui sera de particulier au cayer de nos remonstrances, il semblera que nous aurons ietté vn ferme fondement, pour ce qui merite reformation en l'estat de ceste Monarchie, qui a esté desreiglée en tous ces ordres, par la licēce que le malheur du temps a apporté, soubz la longueur des intestines guerres & partialitez ciuiles.

L'ay mis la religion en premier lieu,

pource que le premier accord des peuples  
 laiffans la vie barbare & rustique pour  
 s'assembler en la société ciuile, a esté d'a-  
 uoir vn lieu de religion pour les contenir  
 ensemble. De sorte que, comme dit Plu-  
 tarque, si nous recherchons curieusement  
 toutes les contrées du monde, & la me-  
 moire de toutes les anciennes & moder-  
 nes Republiques, nous trouuerons bien  
 que quelques vnes se sôt passées de Roys,  
 les autres de loix, les autres de lettres, de  
 murailles, des maisons & richesses, & ainsi  
 de toutes autres choses, qui semblent e-  
 stre necessaires à vne communauté poli-  
 tique: mais il ne s'en trouuera iamais au-  
 cune, qui n'aye eu vne certaine religion  
 pour honorer Dieu. Et seroit: dit-il, plus  
 aisé de bastir vne ville sans fons ou sans  
 terre, que d'assembler vn peuple sans re-  
 ligion. Et pource voyons nous, que tous  
 les anciens legiflateurs, encores qu'ils fus-  
 sent Idolatres, ont commencé leurs insti-  
 tutions & ordonnances par vn tel quel  
 honneur de Dieu, & ceremonie exterieu-  
 re de la religion: comme Deucalion aux  
 Grecs, Lycurgue aux Lacedemoniens,  
 Yon & Solon aux Atheniens, Romulus

& Numa, aux Romains. Et brief en toutes les Seigneuries du monde, le premier fondement de l'estat de la societé ciuile, a esté vne religion inuiolablement obseruée. Et de là vient que tous ceux qui se sont meslez du maniemement des affaires publics, n'ont iamais riē tant craint, qu'un desordre en leur religion, ou quelque nouueauté en icelle. Cognoissant bien que la religion ( qui est celle qui retirent la societé publique, & est le fondement de toutes les loix ) ne pouuoit estre troublée ou changée, que par vne sinistre consequence, elle n'apportast vn grand changement & redoutable perturbation en tout l'estat. Et non sans cause ce grand Orateur Romain disoit, qu'estant la religion alterée, il s'en ensuyuoit necessairement la perte de la fidelité entre les hommes, & vne confusion desordonnée de la vie ciuile. Dequoy nous trouuerons assez d'exemples en toutes les Republiques bien instituees. Et si nous voulons rechercher combien les Atheniens, qui ont esté celebres entre tous les autres Grecs, pour leur sage gouuernement, ont eu chere la conseruation de leur religion, le seul exē-

ple de Socrates nous fera veoir en quel horreur ils auoient l'introduction d'une nouvelle religion. Car ses ennemis, qui ne cherchoyent sinon que calomnieusement le faire mourir, ne peurent trouuer vn crime plus detestable, ny par lequel ils le peussent rendre plus odieux, que l'accusant qu'il introduisoit vne autre religion, que celle que les Atheniens auoiẽt de tout temps obseruée. Comme aussi nous voyons que Xenophon & Platon, defendans sa cause, se sont plus arrestez à le purger de ceste accusation, que de nulle aultre, qui luy fut imposée. Et Isocrates, Orateur renommé entre les Grecs, escriuant l'institution d'un Prince, l'exhorte de ne changer la religion de ses predecesseurs, pour les troubles & remuemens qui en peuuent aduenir. Et dès le premier establissement de la Republique Romaine, entre les premieres loix de Romulus, ceste icy en estoit vne, *Deos peregrinos ne colunto*. Et Numa second Roy, voulant reigler la religion des Romains, crea des Pontifes, afin, comme dit Tite Liue, qu'ils eussent l'œil, qu'il ne se troublast quelque chose en leur droict diuin, par l'introdu-

ction de nouuelles & estrangieres ceremonies, au mespris de la religion ancienne. Et apres que Auguste fut demeuré vainqueur de tout l'Empire Romain, voulant consulter avec ses particuliers amys, des moyens de la reformation de la Republique, fut conseillé par Mecœnas celebre Senateur, de ne permettre iamais aucun changement en la religion, comme estant cela vn moyen fort propre pour introduire choses nouuelles & troubler vn estat. Assez d'autres pareils exemples se pourroient trouuer en l'ancienneté, lesquels i'obmettray, pour ne perdre d'auantage de temps en chose si claire. Mais si les anciens idolatres incertains de ce que ils debuoiēt croire, & n'ayans autre cognoissance de Dieu, que celle que la nature parmi les tenebres & obscuritez de la raison humaine, leur faisoit veoir, sans aucune scintille ou lumiere de la diuine grace, ont esté si soigneux & opiniastrément curieux, de maintenir leur religion absurde & ridicule: combien à plus forte raison nous Chrestiens, qui auons la certitude de nostre creance par l'inspiration du saint Esprit, par la propre bouche de Dieu, par la

presence humaine de son cher Fils, par la  
 doctrine de sa parolle, par les miracles de  
 sa vie, par sa mort & passion, par le sang  
 de tant de martyrs, par le sçauoir de tant  
 de doctes personages, & par la successiõ  
 continuelle de l'Eglise, combien dis-ie,  
 debuons nous estre affectionnez à souste-  
 nir ceste nostre religion, de laquelle nous  
 auons tant d'asseurez & suffisans tesmoi-  
 gnages? Combien debuõs nous defendre  
 ardemment ceste foy que nous-auõs ap-  
 prouuée de si long temps: & combiẽ deb-  
 uons nous auoir en horreur de veoir vn  
 autre croiance de Dieu, que celle, par la-  
 quelle nous sommes appelez à I E S V S-  
 C H R I S T, regenerez par son Baptisme,  
 & nourris & alliez auecques luy par ses  
 Saints Sacremens? Car si ceste resolutiõ  
 de conseruer inuiolable la religion, a esté  
 commune à toutes les nations du mõde,  
 combien est elle plus propre & plus par-  
 ticuliere à nous Chrestiens, qui ne rete-  
 nons pas nostre religion seulement pour  
 la conseruatiõ de ceste societé ciuile, mais  
 en attendons selon nos œuures & actions  
 vne certaine & eternelle apres ceste vie?  
 Et auons tant d'assurance de nostre foy,



& sommes enseignez par icelle, que si vn Ange du ciel venoit pour nous insinuer vne aultre doctrine, que celle que nous receuons par la tradition Apostolique, que nous ne luy prestions aucune foy ou audience. Qu'il nous vienne en memoire ce qui est commandé si exactement en la loy de Dieu, que si nostre frere, nostre fils, nostre ami, & celuy que nous aymõs cõme nous mesmes, voire nostre propre femme, nous yeult attirer à vne religion aultre que celle du Dieu viuant, que nous ne l'escoutions point, mais soyons seueres & rigoureux à les chastier. Comme donques assemblez en la societé ciuile nous debuons maintenir premierement nostre religion: mais comme Chrestiens nous y auons vn debuoir plus particulier, tant pour l'asseurance que nous en auons, que par le commandement exprez fortý de la bouche de Dieu. Mais avec tout cela, cõme bons & naturels François, nous y auons vn autre debuoir qui nous y astraint oultre ces precedentes obligations.

La France a esté celle, qui depuis auoir receu publiquement la foy Chrestienne sous Clouis, l'a tousiours gardée & im-

muable & inuiolable d'un mesme cours. La France n'a iamais admis dedans son sein, les peruerfes opinions de la foy. La France, tãdis que tout le reste de la Chrestienté estoit agitée, par les pernicieuses diuisions de tant de diuerses sortes d'heresies, qui ont regné iusques à maintenãt, a tousiours demeuré vníe & constante, sans se laisser aller à aucune faulse doctrine. La France a esté le secours & la defense de la foy Chrestienne, & la terreur des ennemis d'icelle. La France en somnie a tousiours esté comme vn rocher ou fort inexpugnable de la Chrestienté. Et combien seroit-elle descheuë maintenant de son ancien honneur, combien auroit-elle perdu de sa reputation, combien mãqueroit elle de sa premiere fidelité enuers Dieu, si changeant sa fermeté & constance au fait de la foy, elle viuoit longuemẽt ainsi diuísée, & enduroit deuant ses yeux iadis si ialoux de l'vníon de la croyance Chrestienne, vne liberté, mais plustost licence intolerable de viure sous diuerses religions? Et pource, SIRE, vos tres-humbles & tres-obeissans subiects, les gens de l'ordre Ecclesiastique, estiment que vo-

stre Maieſté prendra en bonne part, ſuy-  
 uant le zele & affection ſinguliere qu'elle  
 a tousiours monſtré enuers la foy Catho-  
 lique, ceſte tres-humble requeſte qu'ils  
 vous font, de vouloir maintenir vn ſeul  
 exercice de religion en voſtre Royaume,  
 en chaſſant promptement tous Miniſtres  
 qui en enſeignent vn autre, que celle que  
 vous ſçauiez eſtre la vraye, Catholique,  
 Apoſtolique, & Romaine. En quoy ils ne  
 doubter point que voſtre Maieſté ne ſoit  
 diſpoſée d'un ſainct & tres-chreſtien de-  
 ſir, veu que l'honneur de Dieu, qui vous  
 eſt ſi cher, & qui a eſté ſi licentieuſement  
 par le paſſé foulé aux pieds en ce Royau-  
 me, vous y incite: & que la charité que  
 vous auez enuers ce peuple, cōmis ſoubs  
 voſtre Empire, & que vous aimez tant,  
 vous y appelle, & que la reputation & e-  
 ſtime de vous & de voſtre couronne iadis  
 ſi floriffante, vous y pouſſe aſſez ardem-  
 ment. Car voſtre Maieſté recherchant la  
 memoire des choſes paſſées, reconnoiſ-  
 ſtra aſſez, que tant que la France a eſté v-  
 nie ſoubs vne meſme religion Chreſtien-  
 ne, elle a faiet voler ſa gloire & renōmée  
 par toutes les contrées du monde: elle a

faict sentir la valeur de ses armes par tous les coins de la terre : elle a tousiours esté victorieuse sur tous les ennemys de la religion catholique, & a fait tant d'actes heroïques & d'heureuses conquestes cõtre les infidelles, qu'elle c'est acquise vne telle gloire entre les Asiens, Affricains, Indiens, Perses, Tartares, Mores, Sarrazins, & autres, que tous les Chrestiens qui sont en l'Europe, sont par eux nommez François. Car pour n'auoir ces nations estrangieres senty les armes d'autres Chrestieës, que des François, ils ont aussi compris sous le nom honorable de Frãce & des François, toute la Chrestienté Latine.

Mais depuis que la France a esté diuisée & deschirée en deux diuerfes religions, voyons combien elle a perdu de son ancienne renommée. Celle qui commandoit à vne grande partie de l'Europe, qui conqu estoit les Royaumes loingtains, & qui faisoit de son seul nom trembler les nations les plus belliqueuses, s'est veue depuis ceste malheureuse & infortunée diuision reduitte à telle extremité, qu'au milieu de son sein, elle à receu les armes estrangieres : elle a quasi pris la loy de ses

voisins & de ses ennemis:& cruelle, tournant son glaive cōtre ses propres entrailles, bien qu'elle fut inuincible à toutes les autres nations, s'est abatue, vinctue, & ruinée elle mesme. Et cela est le fruiet qu'à produit ceste venimeuse plante de nouuelle opinion, qui semble bien estre proche de pousser encores des reiettons plus dangereux, si suyuant l'expectation que vostre peuple obeissant conçoit de vostre prudence & pieté, il ne vous plaist d'y pourueoir promptement.

Souuienne vous, SIRE, que vous portez en main le sceptre de ce grand Roy Clouis, qui premier regla ceste Monarchie sous la profession publique de ceste religion, laquelle est maintenant remise en doute en ce Royaume. Souuienne vous que vous estes successeur de ce grand Childeberg, qui ne pouuant patir à l'entour de soy ceux qui sentoient mal de la religion Chrestienne, entreprint la guerre contre les Visigots, qui s'estoient laissez infecter de l'heresie Arrienne, & en fin les contraignit de reuenir en l'vniō de l'Eglise sainte & Catholique. Souuienne vous que vous portez sur la teste la

couronne de ce Charles, qui pour la grandeur & valeur de ces faits à merité le surnom de Grand, & par la vertu de ses armes auança la religion Chrestienne, & defendit l'auctorité du saint siege Apostolic contre ceux qui le persecutoient. Souuienne vous que vous tenez la place de ce celebre Philippé Auguste, qui avec tant de zele & affection, employa ses armes contre les Albigeois heretiques, qui festoient sequestrez de l'vnion Catholique. Souuienne vous que vous seez au siege de ce tant renommé saint Loys, lequel n'espargna ces moyens, ses forces, & sa propre personne, pour la defence & propagation de la foy de Iesus-Christ, & par ses Chrestiennes actions, merita la couronne & surnom de Saint. Et sans m'amuser d'auantage à les racompter tous, souuienne vous que vous estes petit fils de ce grand Roys François, lumiere de la pieté de France, fils de ce victorieux Herry, la memoire duquel viura eternellement, & frere de ces deux catholiques Princes, François secōd, & Charles neufiesme, à qui Dieu face paix. Mais encores qui vous touche de plus prés, souuienne

vous, SIRE, souuienne vous que vous estes ce renommé Henry, qui estant encores Duc d'Anjou, & frere de Roy, auez eu la defense de l'Eglise, fait de si valeureux actes, gaigné tant de grandes batailles, & tant de fois dompté les ennemis de la foy Catholique, que vous auez remply toute la Chrestienté des merueilles de vostre nom victorieux. Et nous pensons bien, SIRE, que vostre Majesté n'a point si tost mis en oubly, ce grand & solemnel serment qu'elle à faict à son Sacre, non seulement de maintenir la Religiõ Chrestienne & Catholique, mais encores de l'auancer à son pouuoir, sans en tolerer aucune autre. Et si iamais aucun serment a peu obliger vn Prince à maintenir & garder sa foy, cestuy-cy vous astraint si estroittement à la defense de ceste religiõ, que vous ne pouuez en endurer aucune autre, sans faire force à vostre conscience, & mettre paraduecture en doute le droict que vous auez à la Couronne. Car vous sçauiez bien que vous auez stipulé & contracté avec Iesus-Christ, que vous acceptiez le sceptre à ceste condition, d'estre defendeur de sa religion Catholique: voi-

re qu'en ce solemnel iurement vous avez pris pour erre & pour gage son precieux corps & son precieux sang. Et manquant maintenant à ceste foy si religieusement iurée, ne pensez vous point qu'il doive s'irriter à l'encontre de vous? ne cognoissez vous point, que tous les maulx que nous auons enduré, prennent leur origine de son iuste courroux? Et ne voyez-vous pas, que vous ayāt donné ce sceptre avecques telles conditions, il vous menace de le vous arracher des mains, si vous ne luy tenez ceste promesse que vous luy avez faicte si solemnellement? Et tout ainsi comme Dieu vous femond à l'obseruation de la foy que vous luy avez donnée: vos subiects par icelle mesme vous coniuient à leur garder les conditions, avec lesquelles vous estes fait leur Roy: & que vous ne pouuez enfreindre, rompant vostre iurement, que vous ne perdiez aussi le tiltre que vous portez de treschrestien. Et nous ne faisons point de doubte, que remettant ces choses deuant vos yeux, que reueillant la memoire de vos predecesseurs, & continuant vostre premiere prudēce & vertu, vous n'ayez ce bonheur de



de voir en vos iours tout vostre peuple reduit en la bergerie de l'Eglise sainte & catholique, de laquelle vous estes comme pere & protecteur.

Par ce moyen ces grands Roys de Ierusalem Dauid, Salomon, Abia, Iosaphat, Ezechias, Iosias, se sont acquis la benediction de Dieu, & vn succez fauorable en tous leurs affaires, pour auoir avecques tant de diligence remis la pureté de la religion, & restauré le seruice diuin qui estoit depraué. Et nous esperons aussi, que suyuant leurs traces & vestiges, vous reünirez toute la France en la religion Catholique. Et pour la recompense de vostre saint desir, aurez ceste benediction de Dieu, de voir en vos iours vostre Royau-  
me aussi florissant qu'il fut onques. Et cōme cela fera fort agreable deuant Dieu, aussi sera-il grandement honorable à vous & à vostre Couronne. Ce que vous cognoistrez assez, si vous considerez, qu'il n'y a aujourd'huy Roy, Prince, Potétat ou Republique (i'en excepte quelques peuples Barbares & le Turc, les detestables mœurs & coustumes duquel nous doiuent estre si odieuses, que le seul nom nous en

doit faire horreur) qui permette à ses subiects de viure en autre religion, que celle que le Magistrat par la décision de l'Eglise, tient pour seule, bonne & vnique. Et ne sont certes dignes d'estre entendus ceux qui veulent tellement restreindre la puissance du Prince ou du Magistrat, qu'il ne puisse contraindre ses subiects à la foy, mais les doiuent laisser viure en liberté (comme ils disent) de conscience. Car ceste opinion a tousiours esté condamnée & reprouuée generally de tous les Chrestiens, sinon par les Manicheens & Donatistes, qui defendoient, qu'il ne falloit presser personne pour sa religion, mais laisser chacun en sa liberté & fantaisie. Et ceux la mesmes auiourd'huy qui arrachent de vous comme par force ceste liberté de leur religion; ne la permettent aux autres. Car és lieux de la Chrestienté où Dieu à permis qu'ils soiēt les maistres, & ayent la puissance en la main, tant s'en faut qu'ils accordēt à ceux qui sōt Catholiques de viure librement en leur religiō: qu'au cōtraire les sectes diuerses qui sont entr'eux (car desia ils sōt bēdez, & diuisez, signe euident de leur prochaine ruine) ne

se peuuent cōpatir l'vne l'autre, Et là où le Caluiniste est le maistre, le Lutherien n'ose viure libremēt: voire mesme que quād ils changent de Magistrats de diuerſes opinions, la religion change ſuyuant ſa volonte: comme l'on a veu aſſez de ces mutatiōs en Angleterre, & en beaucoup de lieux en Allemagne. Et quoy, ſeroit-ce pas vne honte & vergoigne trop grande au bon Chreſtien & fidele Catholique, s'il eſtoit moins affectionné à ſa religion, qui eſt approuuée par vne ſi longue & continuelle ſucceſſion, que ces nouveaux Chreſtiens à leurs opinions ſi recentes, qui ſont nées comme en vne nuit? C'eſt donc vne maxime generalmente certaine & approuuée de l'Egliſe par toutes les Republiques, que le Magiſtrat doit & peut contenir ſon peuple ſous vne meſme foy: comme il ſe monſtre aſſez par tant de belles loix & conſtitutions des Chreſtiēs & Catholiques Empereurs, comme Cōſtantin, Teodoze, Valentinian, Martian, & d'autres, & tant de belles ordonnances eſtablies par les Roys predeceſſeurs.

Mais parce que non ſeulement ceux qui ſe ſont ſequeſtrez & deſunis de la bergerie

de l'Eglise, ont abusé & reduit beaucoup de peuples, sous le pretexte de la corruption qui estoit entre les Ecclesiastiques, & des abus qui sont coulez parmy eux : mais encores ceux qui sont demeurez sous l'obeyssance de la foy catholique, deplorent infiniment le desordre qu'ils y congnoissent. Nous dirons & confesserons librement avec eulx, que nous n'en portons point moins de regret, voire en sentons vn desplaisir incroyable : mais nous adiousterons bien aussi, que la licëce de nos malheurs passez a beaucoup deterioré le mal, & empesché iusques icy le saint desir que les gens de bien ont eu, de restaurer la discipline Ecclesiastique, & faire vne reformation generale de tout ce qui estoit corrompu en icelle. Et avec ceste commodité que les Ecclesiastiques ont eue en ceste assemblée de conferer ensemble, ils esperent sous vostre auctorité executer vne reformation si canonique, que Dieu en demeurera loué, vostre Majesté contente, & vostre peuple satisfait. Et pour leur en donner le moyen, ils vous supplient tres-humblement vouloir faire publier & au-

ſtorifier en voſtre Royaume, ſuyuant la  
 priere qu'ils vous en font plus particulie-  
 re par leurs remonſtrances, le ſainct & ſa-  
 cré Concile de Trente, lequel par l'aduiſ  
 de tant de doctes perſonnages, a exacte-  
 ment recherché tout ce qui eſt neceſſaire  
 pour remettre l'Egliſe en ſa premiere ſplê-  
 deur. En quoy, S I R E, ils eſperent & attē-  
 dent de vous, comme d'un Roy tres-chre-  
 ſtien & tres-affectiōné à l'Egliſe de Dieu,  
 l'aſſiſtance de voſtre auctōrité, pour l'exē-  
 cution de ceſte reformation. Et pource  
 que le premier poinct en eſt, que l'Egliſe  
 ſoit pourueue de bons & diligēs Paſteurs,  
 & qui par la vertu de leur doctrine & ex-  
 emple de leur pieté & integrité, puiſſent  
 redreſſer ce qui eſt tombé, raſſeurer ce qui  
 eſt esbranlé, & eſclairer ce qui eſt obſcur-  
 cy : ceux de l'ordre Eccleſiaſtique vous  
 ſupplient tres-humblement, qu'il vous  
 plaiſe remettre l'ancienne forme & ma-  
 niere de l'election aux Prelatures de l'E-  
 gliſe, ſuiuant les ſaincts Canons & De-  
 crets. Qui ſera le moyen pour faire, que la  
 porte pour entrer aux Prelatures Eccle-  
 ſiaſtiques, ne ſoit plus comme elle a eſté  
 iuſques icy, ſi apertement ouuerte à la fa-

ueur, ambition, & symonie, que lon a veu y regner, avec vne silence si effrenée, que le commerce & trafic en estoit pareil, & pire parauenture, que des biens temporels mesmes. Ce qui a procedé de ce que la pluspart des biens destinez pour le seruice de Dieu, sont tenus & principalemēt occupez ou manifestement par personnes laiz & non Ecclesiastiques, ou indirectement par certains confidens, qui ne sont gueres differens d'eux, au grand scandale & preiudice de la religion & Eglise Catholique. Nous lisons aux histoires Françoises, que du temps de Loys sixiesme, surnommé le Gros, les gentils-hommes s'estoient donnez telle liberté, qu'ils occupoient non seulement partie des biens Ecclesiastiques, cōme le Comte de Clermont les biens de cest Euesché, le Seignr de Roufsy les terres de l'Eglise de Rheims & de Laon, le Seigneur de Meung, celles de l'Euesché d'Orleans. Mais encores s'attribuoient le tiltre des Prelatures, comme le Seigneur de Beaujeu, l'Abbaye de Saigny en Lyonnois, & d'autres l'Abbaye de saint Denys en France. Mais ce bon Roy ne pouuant endurer ce desor-

dre en l'Eglise, print les armes contr'eux, & vertueusement les contraignit de remettre les Eglises en leurs biens, libertez & franchises, cognoissant bien que ceste confusion traineroit apres soy vne infinité d'autres desbordemēs en l'Eglise. Ainsi esperons-nous, SIRE, que suyuant l'exēple de ce bon Roy vostre predecesseur, vostre Majesté laissera les Prelatures de l'Eglise, & leur election entre les mains des personnes de ceste vacatiō : & empeschera que les laiz ne les possèdent & detiennent en tout ou en partie, directemēt ou indirectement. Et pour cest effect reuoquera dēs à present tous dons, promesses, & reserues, vraye corruption de toute la discipline de l'Eglise.

Et si nous auons ce bon heur, lequel tout vostre peuple attend de vostre pieté, que les dignitez Ecclesiastiques soient distribuées selon l'integrité de la vie, & la sincerité de la doctrine : nous ne faisons point de doute de veoir en brief l'effect d'une salutaire reformation. Comme au contraire sans cela il seroit impossible de faire aucun bon fondement pour restablir la discipline Ecclesiastique. Et sçauōs

toutesfois, que de là seul depend le principal moyen de la reunion de tous vos subiects, sous l'obeissance de la religion Catholique. Car quand les Prelats residés en leurs charges, & vueillans sur leurs troupeaux ( & tels seront-ils quand par la vertu ils auront esté appelez & esleuz ) auront l'œil à faire cathechiser la ieunesse, & instruire les ignorans, & leur declaireront les approbations & raisons des saintes ordonnances de l'Eglise: il n'y a point de doubte, qu'en bien peu de tēps nous n'en voyōs vn tel fruiēt, que les Catholiques les embrasserōt beaucoup plus deuotieusement: & les desuoyez admirās la sagesse & prudence de l'Eglise sainte, guidée en tout & par tout par le saint Esprit, se reduiront peu à peu sous son obeissance. Et par tels moyēs les plus grandes & dangereuses heresies ont esté plus que par les armes, extirpées & estaintes. Et par l'effect de ceste sainte reformatiō, sous vostre auctorité, nous esperons de voir en brief ceste pernicieuse erreur, qui a troublé tout ce Royaume, s'en aller & s'euanoir en vapeur & fumée.

Mais nous auons iusques icy assez amplement



plement parlé de ce qui appartient à la generalité du fait de la Religio, qui est le premier fondement de l'estat. Remettant doncques les poincts particuliers à ce qui est porté par le cayer de nos remonstrances, nous discourrons vn peu de la police, qui est le second poinct que nous auons promis & proposé de traiter. Ce que nous ferons le plus briefuement qu'il nous sera possible, & d'autant plus hardiment que nous voyons, qu'avec tant d'attention, il plaist à vostre Majesté nous entendre.

Tous ceux qui ont escrit de l'institutiō politique, ont estimé que la tranquillité cōmune & le repos public, estoit l'vn des buts & fins principaux de la société ciuile. Cōme à la verité les Seigneuries vnies ont prosperé & fleury : & discordantes, elles ont esté malheureusement deschi-rées. Et pource disent les Philosophes, que le premier office d'vn Roy, est de maintenir ses subiects en concorde. Et en cela, SIRE, avec tant d'autres vertus qui reluisent en vous, nous cognoissons cō-bien vous exercez l'office d'vn bon & equitable Roy, ayant fait veoir cy deuant à chacun, encores que vous soyez de vo-

stre nature belliqueux, combien vous estes desirieux de la paix, que vous auez si cherement acheptée. Et recherchât maintenant avec vos fideles subiects les plus seurs moyens pour conseruer en repos vostre Royaume, qui semble en auoir bõ besoin.

Il y a tantost quatorze ou quinze ans que nous auons veu faire la guerre inhumaine & cruelle les vns aux autres, gens de mesme nation, de mesmes prouinces, de mesmes citez, pere contre fils, frere cõtre frere, parent contre parent: tous subiects d'un mesme Roy, honnorans mesmes armes & enseignes de fleurs de lis. Et toutesfois nous sommes si aueuglez, que nous ne recognoissons point que Iesus-Christ, qui est la verité mesme, & qui iamaïs ne peut mentir, nous a asseuré, que tout Royaume diuisé en soy sera desolé. Et qui est-ce qui ne voit & ne sent desia le fleau de ceste desolation? Nos champs au parauant fertiles sont laissez en friche, les superbes & riches maisons demeurent desertes & abandonnées, les villes iadis celebres & opulentes restent desolées, par la perte de tous leurs anciens ornemens

des edifices tant priuez que publics: & qui pis est, les prouinces sont distraittes & cōme cantonnées par vne discorde trespernicieuse. Saluste historien trèsrenommé, predict long temps au parauant, que la ruine de Rome n'aduiendroit iamais, que par vne diuision entre les citoyens d'icelle. Puis qu'il est ainsi, dit-il, que toutes choses qui ont commencement prendrōt aussi fin, lors que la ruine de la Republique Romaine approchera, les citoyens combattront contre les citoyens: Car autrement tout le mōde ensemble ne pourroit esbranler cest Empire. Et certes sa preuoyance ne fut point vaine, car ceste Seigneurie qui auoit fleury par la bonne intelligence qui estoit entre les citoyens, se perdit & ruina par les diuisions d'un Sylla, Marius, Cæsar, Pompée, Antonius, Lepidus, & Auguste: lesquels, au danger de leur partie, suyuoient la vengeance de leurs factions & haines particulieres. Et non seulement l'Empire Romain, par semblables partialitez s'est veu descheoir de sa premiere grandeur, mais encores toutes les plus fortes Republiques du monde, par semblables diuisions ont esté misera-

blement ruinées. L'Empire d'Alexandre, le plus grand qui eust point esté, s'esuanouit comme vn feu d'estoupe par la diuision & desordre qui fut entre ses successeurs. Les villes de la Grece, qui autremét estoient inuincibles, par leur mauuaise intelligence vindrent sous le pouuoir, partie des Macedoniens, & partie des Perses. La Gaule tant de fois assaillie par les Romains, ne peust estre subiuguée, que par le moyen de la diuision que Cæsar y trouua, de la commodité de laquelle il se seruit pour sa conqueste. L'Empire de Constantinople par les partialitez des Princes est venu sous le pouuoir tyrannic & miserable d'un Ethnic & barbare Turc. Ces exēples ioincts avec ceste belle preuoyance de Saluste, ne nous font-ils pas voir à l'œil, que si nous n'y remedions, ce beau & florissant Royaume, autres fois agrandiy par la concorde & obeyssance de nos ancestres, est prest de tōber en vne grande desolation & misere par nos factions & partialitez ? Et qui pis est, nous ne nous contērons pas de desmeller nos querelles nous-mesmes, mais encores l'on va iusques en Angleterre & Allemaigne cher-

cher les armes estrangieres , voulant , ce semble, leur dresser vn chemin pour nous mettre sous leur miserable seruitude. Et ne considerōs pas que la calamité la plus notable qu'il soit iamais aduenue aux Republiques diuisées, a esté quand les citoyens partiaux, ont appellé les estrangiers à leur ayde , qui souuent ayans retenu ce chemin, s'en sont puis apres faicts les maistres.

Lors que la Gaule estoit encores diuisée en diuerses Seigneuries , les Sequanois appellerent les Germains à leur secours, & par leur ayde destruisirent quasi ceste belle ville des Autumnois. Mais la victoire fut plus pernicieuse aux vainqueurs qu'aux vaincus. Car ils furent contraints de bailler quasi la moitié de leurs terres aux Germains , qui les auoient secourus: lesquels à la lōgue chasserent tous les originaires du pays , & se firent seigneurs quasi de toute la Gaule. L'Empire Romain ne receut iamais tant de dommage, que par les Lombards, qui furent premierement attirez par Narfes pour chasser les Gots hors d'Italie. Et depuis ayās esté rappelés par luy mesme, pour le mescon-

tement qu'il auoit des iniures qu'il auoit receuës de l'Imperatrice Sophie, mirent en proye & pillage toute l'Italie: si bien qu'il fallut de rechef faire venir les François, lesquels ayans retenu le chemin, y ont fait depuis comme les autres, de grandes & heureuses conquestes.

Mais pourquoy cherchons nous des exemples estrangiers, veu que nous en auons de domestiques? Les seditions & guerres d'Orleans & de Bourgogne nous appellerent les Anglois en Frâce, qui par ce moyen prindrent si grand pied, qu'ils en possederent longuement apres vne grande partie. Les François donques, qui pour fortifier leur part, inuitēt les estrangiers, ne semble-il pas qu'ils cherchent le chemin le plus court, pour perdre leur pays, par les mesmes moyens qui ont ruiné les estats des plus florissantes Republiques? Tels sont dōques nos maux, telles sont nos miseres.

Mais voyons maintenant s'il y auroit point de moyen pour arrester ce cours continuel de nos malheurs. Plutarque, en son liure des maniemens des affaires publiques, amene à ce propos vne belle sen-

tence, & qui semble donner vn fort bon enseignement. Quand, dit-il, le feu se met en vne ville, le plus souuent il ne commence pas par vn temple, par vn palais, ou par autre public, mais se couue & se recele dans le recoin de quelque maison priuée, & de là se glissant & coulât bien auant dans la ville, la gaste & difforme, avec vn dommage irreparable. Aussi, dit-il, il aduient souuent que les seditions ne prennent pas leur commencement des negoces publiques, mais par les offences particulieres de quelques personnes notables, qui se fortifiās de quelques factiōs & pars en la Republique, esbranlent bien souuent tout l'estat. Et il cōfirme cela par l'exemple de deux grandes seditions aduenues en Delphes & en Siracuze, pour de bien legieres contentions entre quelques particuliers: & toutesfois de si petite cause, sortit vne grande ruine en ces deux villes. Et si nous recherchōs les exemples modernes de cela, nous trouuons que du temps de l'empereur Iustiniā, pour maintenir des couleurs de bleu & de verd seulement, ils s'esmeut vne telle sedition en la ville de Constantinople entre quelques

gens partiaux, qu'il y mourut en vn iour plus de trête mil hommes. Et l'Empereur mesme fut en grand danger de perdre & son Empire & sa vie. Et ceste grande faction *di bianchi*, & *di neri*, qui a tenu la Republique de Florence en vne grande sedition, & qui s'espandit depuis par toute l'Italie, commença par vne bien legiere occasion entre les personnes priuées. Et par tant semble estre fort bon le cōseil de Plutarque, qui entre les grāds preceptes qu'il donne à celuy qui gouuerne vn estat, l'admoneste principallemēt de ne laisser croistre les contentions entre les grāds, mais de chercher tous les moyens pour les estaindre dès le commencement, & euter que par la consequence elles ne menent apres soy quelque sinistre euenement.

Nous ne voulons pas dire que les querelles particulieres ayent esté la cause de nos maux, & origine de nos calamitez: mais si voyōs nous bien que les inimitiez & factions particulieres, ont longuement entretenu nostre malheur. Et si il n'y eust point eu de pars en ce Royaume, les tumultueux n'eussent si long temps entretenu les troubles qui nous affligent.



Le plus grand bien doncques que vostre Majesté sçauroit faire à vostre Royaume pour tenir la paix en son pays, & sō peuple en repos, sera de recognoistre toutes les inimitiez, factions & mescontentements qui y sont, & chercher les moyens de les composer, non en apparence seulement, mais par quelque bon effect, contētant ceux, si iustement il se peut, qui se disent mal contents : donnant assurance à ceux qui se disent auoir cause de defiance, & reconciliant ceux qui se tiennent pour ennemis. Et semblera estre fort à propos de prendre l'exemple des anciens Athēniens, qui apres leurs longues inimitiez & seditions, pour chercher vn repos, firent vne loy, qu'ils appellerēt d'amnestie, c'est à dire, d'oubliance : par laquelle ils abolissoient entierement la memoire de toutes les pertes, calamitez, & iniures passees. Laquelle encores voulurent imiter les Romains, par le conseil de Ciceron, apres les guerres ciuiles. Et sembleroit maintenant fort à propos de la pratiquer, effaçant le souuenir de tout ce qui s'est passé contentieusement entre nous, avec vne abolitiō generale de toutes les choses qui sont for-

ties de nos guerres ciuiles, pour n'en estre  
 iamais rien recherché, non plus que si ia-  
 mais elles n'estoient aduenues. Et cela cō-  
 firmer en ceste presente assemblée, pour  
 estre chose à iamais inuiolable. Et puis  
 ayant ainsi doucement ordonné pour le  
 passé, vostre Majesté sera treshumblemēt  
 suppliée de faire pour l'aduenir, vne loy  
 generale du consentement des estats, &  
 qui aura mesme auctorité que la Salique:  
 par laquelle sera deffendu trefexpressēmēt  
 à toutes sortes & manieres de gēs, de dres-  
 ser aucunes pars, associatiōs, ou ligues, de  
 traiter des affaires du Royaume avec les  
 estrangiers, les solliciter de venir en Frâce,  
 ou faire leuée de gens, soient estrangiers,  
 soient François, sans le consentement &  
 exprés commandemēt de vostre Majesté.  
 Et que toutes personnes qui directement  
 ou indirectement auont cōtreuenu à la-  
 dicte ordonnance, soiēt tenus pour rebel-  
 les, ennemys du pays, & perturbateurs de  
 l'estat: que leurs biens soient inseparable-  
 ment ioints & vnīs à la couronne, & eux  
 incapables de toutes dignitez & hōneurs.  
 Car puisque & le mal que nous auōs fen-  
 ty iusques à maintenant, nous monstre

combien de dommage ont apporté telles ligues & factions, & que l'exemple de tât de republiques ruinées par sēblables partialitez, & par l'introduction des armes estrangieres, nous menacent d'une pareille & prochaine ruine: vos treshumbles, tresobeissans, & tressfideles subiets, s'ayderont de tout leur pouuoir pour vo<sup>r</sup> faire obeir, tant en ce poinct, qu'en tout ce qui aura esté par vous arresté en ceste tant belle & notable assemblée. Et si il y a quelques gēs si temeraires qui s'osent opposer à vos ordonnances, Dieu premierement combattra pour vous en si iuste querelle, & vos treshumbles subiects vous y assisteront.

La tranquillité donques publique, l'uniō de vos subiets, la reconciliation de toutes inimitiez, l'oubly de toutes les choses passées, l'abolissement de toutes factions tât ciuiles qu'estrangieres, soient le premier fondement de la police, sans lequel nous n'estimōs rien pouuoir estre ferme & stable. Le reste consistera en bonnes & saintes loix, & iustes, & seueres Magistrats. Et de l'un & de l'autre nous parlerons en termes generaux, remettant les poincts & articles particulieres à ces cayers de nostre

remonſtrance.

Et pour dire des loix premierement : ſi  
 iamaïs Royaume Chreſtien ſ'eſt peu don-  
 ner louange d'eſtre heureux en bōnes in-  
 ſtitutions & ordonnances, la France pluſ-  
 que nul autre peult eſtre glorieuſe de ce-  
 ſte belle louange. Car ſi nous regardons  
 & la premiere & ancienne inſtitution de  
 ſon eſtat, & ſon ſuccez & progrez, nous  
 trouuerons qu'elle ne cede en cela à quel-  
 que autre Monarchie. Ce que nous pou-  
 uons iuger tāt par ce qu'il n'y a point au-  
 cun qui puiſſe appartenir à la conſeruatiō  
 commune, ou aux faiĉts particuliers con-  
 cernās chacun, à quoy il ne ſe trouue que  
 les Roys par leur ſage conſeil, n'ayēt pru-  
 demment ordonné: comme d'autant que  
 quaſi toutes les nations nos voiſines ont  
 emprunté & deſrobé de nous la pluſpart  
 de leurs loix & meilleures ordonnances.  
 Et eſt bien à conſiderer la ſorte & la ma-  
 niere de laquelle ſont cōpoſees nos loix,  
 qui eſt beaucoup meilleure, plus douce &  
 gratieuſe que celle de laquelle ont vſé to<sup>9</sup>  
 les Roys, Princes & Potentats de la terre.  
 Car il ſemble que le peuple François aye  
 ſeuł ſuiui le precepte ciuil & Politique de

ce grand Philosophe Platon, qui vouloit que les loix par vne douce persuation incitassent plustost les subiects, que de les contraindre par simples & feueres commandemens. Et lisons toutes les loix anciennes des Perles, Atheniens, Lacedemoniens, Romains, & autres, & fueilletõs les modernes encores, & nous verrons que tous leurs legislateurs se sont seulement contentez d'ordonner telles & telles choses absolument, & sans aucune raison, ou persuation de leurs ordonnances. Mais les Roys de France, qui commandent à leurs subiects comme les peres à leurs enfans, en leurs institutiõs semblēt plustost vouloir instruire par viues raisons & douces remonstrances leurs peuples, que de les contraindre par la force de l'obeissance. Car par les exordes & preambules, ils declarent les causes & les raisons qui les ont esmeus d'ordonner ainsi, afin que leurs subiects se rēdent plus obeyssans pour l'amour de la vertu, & de la raison, qui est le fondemēt principal de la loy. Et si en toutes les plus grandes louanges, dont les anciens ont celebré Antonius Pius, Prince bon entre les bons, ceste-cy en est vne,

qu'il n'a iamais rien ordonné, qu'il n'aye  
 tâché de faire trouuer bõ par lettres par-  
 ticulieres, par lesquelles il rendoit raison  
 de ses ordonnances. Combien doit estre  
 pour ceste mesme cause honorée entre  
 nous la memoire de nos bõs,iustes& gra-  
 cieux Roys, qui tous d'un commun ac-  
 cord ont obserué ceste coustume, qui a e-  
 sté comme singuliere à ce seul Prince tant  
 recommandé par l'antiquité? Or puisque  
 avec vne si belle maniere nous trouuons  
 que les ordonnances & loix de Frâce, ont  
 suffisamment pourueu à toutes les choses  
 necessaires à la conseruation d'un estat,  
 l'observation de ces anciennes loix, à la-  
 quelle nous ramenõs toutes choses, sem-  
 ble estre beaucoup plus profitable& vtile,  
 que d'en chercher ou composer de nou-  
 uelles. Car nous sommes enseignez qu'il  
 n'y a rien de plus pernicieux à vne Repu-  
 blique, qu'une trop grande multitude de  
 loix. Et tout ainsi comme quand vne per-  
 sonne est griefuemēt malade, il est reduit  
 à un tresmauuais party, si l'a affaire à un  
 un medecin indocte& imperit, qui redou-  
 blât medecines sur medecines, corrompt  
 & altere les humeurs par ceste impruden-

te varieté. Ainsi deuons nous croire qu'en vn estat troublé, la multitude de loix sur loix, n'est guieres moins dangereuse, que la multirude de medicamens dans vn estomac debilité. Et puis que la reformation n'est rien autre chose, que leuant les nouuelles introductions & abus, reduire les choses en leur premiere & ancienne forme: avec bon droit & iuste occasion nous auons par nos remonstrances plustost rappellé l'vîage & l'observation des vieilles loix, que nous n'auons esté curieux d'en chercher de nouuelles. Mais parce qu'elles ne seruent de rien, si elles ne sont seuerement & rigoureusement obseruées, l'vne des principales requestes, que nous auons à faire à vostre Majesté sur ce poinct, sera qu'il luy plaise se rendre seuer en l'observation & entretenement de telles ordonnances. Chose que nous nous promettons de sa iustice, pour l'assurance qu'il luy a pleu nous en donner en ceste eloquente propositiõ, qu'il luy a pleu nous faire en l'ouerture de ses estats, sous la parolle & serment de prince: lequel nous vous supplions tres-humblement auoir tousiours

deuant les yēux, pour en faire vne defenſe contre ceux, qui par importunité voudroient vous forcer de les tranſgreſſer & enfreindre. Car il n'y a riē qui aye iamais tant fait fleurir les Republiques, que la conſtante obſeruation des loix du pays. Et le premier ſigne que lon peut auoir de la perte d'un eſtat, eſt quand l'on voit vne licence effrenée & facilité de diſpēſer des bonnes ordonnances. En quoy certes eſt digne d'eſtre notée vne belle ſentence de Ciceron appartenant à ce propos, laquelle pour y eſtre fort propre ie reciteray, traduite de mot à mot. Les Republiques, dir-il, qui ſont preſtes de ſe perdre, eſtant routes choſes deplorées, tombent en ceſte fin malheureuſe, que ceux que les loix cōdamnent ſon reſtituez, & les iugemens donnez ſe voyent reſcindez : & quād telles choſes aduiennent, perſonne n'ignore que leur ruine ne ſoit proche, & aucun ne ſe peult donner eſperance de ſalut.

Votre Maieſté donques, SIRE, euitera la ruine de voſtre eſtat, quand elle ſe rendra non ſeulement difficile; mais encores inexorable en l'obſeruation des ordonnances ſi ſolemnellement faićtes, & gardera



dera vne egalité en l'obseruatiō d'icelles ,  
sans acception de personnes, puis qu'elles  
sont faictes pour les grāds & pour les pe-  
tits, pour les riches & pour les pauvres.  
Car c'est vne chose de tresmauuais & tres-  
pernitieux exemple quand les loix sont  
rendues, comme disoit ce sage Grec, sem-  
blables aux tissus ou toilles d'iraignée, à  
trauers desquelles les oiseaux passent ai-  
sément, & les seules mousches foibles &  
imbecilles y demeurent prinſes & rete-  
nues. Soient dōques vos loix inuiolables,  
seueremēt obseruées, non subiectes à dis-  
pense, non fauorables aux grands, mais  
communes & egales à chacun. Cela s'ob-  
seruera bien heureusement quand vostre  
peuple sera pourueu de bons Magistrats,  
qui iugeans sans faueur, sans corruption,  
sans difference du grand avec le petit, tiē-  
nent la balance iustement suspendue. Car  
les bōnes loix ne sont pas seulement inu-  
tiles, s'il n'y a de iustes Magistrats pour  
les faire obseruer: mais encores aduient-il  
quelquesfois, que les meilleures ordon-  
nances du mōde par le vice des officiers,  
tournent au dommage de la Republique.  
Et pource le premier soin que doit auoir

vn Prince, qui comme vous desirer l'heur & la felicité de la société publique, est qu'elle soit aornée de grands & prudens officiers, qui rigoureusement entretiennent le lien de la Republique par la feuerité de leurs iugemens. Et c'est certes vne chose admirable de veoir cōbien la France a esté par toute la Chrestienté celebrée & renommée, pour ceste insigne equité qui estoit obseruée par ses anciens Magistrats.

Il se trouuera peu de Republicues, ou anciennes ou modernes, qui se puissent donner ceste louange, comme la France, que les Princes estrangiers se soient volontairement soubmis pour leurs differens à ses Iuges & Magistrats. Car nous lisons quel'Empereur Federic submit au iugement du Roy de France & de son Parlement, la decision de plusieurs differēs & controuerfes qu'il auoit avec le Pape Innocent quatriesme. Et du temps de Philippe le Bel, le Comte de Namur subit volontairement iugement soubz le Roy & son Parlement, encorés qu'il eust pour partie Charles de Valois frere du Roy, tant il auoit de confiance en l'equité de

rels iuges. Et de mesme Philippe Prince de Tarente, bien qu'estrangier, accepta volontiers pour iuge le Roy de France seant en son Parlement, sur le differend qu'il auoit avec le Duc de Bourgogne, pour certains fraiz qu'il conuenoit faire pour le recouremēt de l'Empire de Constantinople. De mesme fist le Duc de Lorraine, sur le procez qu'il auoit cōtre Guy de Chastillon son beau frere, pour leurs partages. De mesme encores firēt le Dauphin de Viennois, & le Comte de Sauoye sur le differend de la foy & hommage du Marquisat de Saluce. Et en l'an mil quatre cens & deux, les Roys de Castille & de Portugal, enuoyerent par aucū Cheualiers Espagnols, vn traitté & accord fait & passé entr'eux, pour le faire publier & emologuer en la Cour de Parlement de Paris, pour auoir plus d'autorité. Facent donc tant de compte qu'ils voudrōt les anciēs Grecs & Romains de leurs iustes iugemens, de la reputation de leurs loix, de la renommée de leurs Magistrats, si ne trouuerront-ils pourtant aucun témoignage si celebre pour leur gloire, cōme font ceux icy, par lesquels la Iustice

Françoise a esté generally, & par le consentement de toutes les nations du monde grandement honorée.

Mais, bon Dieu, considerons combien elle est decheue de ceste ancienne opiniõ & reputation, veu que nostre pratique de procez generally odieuse à chacun, est maintenant tenue plus pour chiquanerie que pour equité, plus pour corruption que pour integrité, plus pour venditiõ que pour iustice, plus pour faueur que pour droicture. Ie ne veux pas dire qu'il ne se trouue auiourd'huy vn bon nombre de iustes & equitables Magistrats, qui ennemis de tels desordres souhaittēt & desirerent ceste mesme reformation de la Iustice, laquelle tous les gens de bien vous demandent & requierent si instamment, SIRE. Mais ie ne scay si nous oserons dire que la plus grand part la meilleure surmonte, au moins dirons nous bien que la forme de laquelle les officiers ont depuis quelque temps en çà esté appelez à leur charge, est si pernicieuse, que lon la peut dire la mere de toute corruption & iniustice. Car c'est chose toute manifeste & aperte, que pour créer vn iuge lon n'exa-

mine pas la capacité de son sçauoir, lon ne iuge pas l'integrité de sa vie, lon ne met point en auant sa longue experience, lon n'a point de respect à l'aage & à la vertu, mais seulement on regarde si les escus sont de poix. Et depuis que telles gens ont vne fois financé, encores qu'ils soient trouuez incapables, si est-ce qu'ils impetrent tant de lettres de iussions, tant de commandement iteratifs, que lon est contraint de les receuoir tels qu'ils sont, au preiudice de toute la Republique.

Les Philosophes ont estimé, que celuy qui ambitieusement recherchoit d'auoir quelque charge en la Republique par ceste seule pratique, se rendoit indigne d'obtenir iamais Magistrat, estant par là suspect, que plustost vn prouffit particulier & auarice l'y pouffoit, qu'un desir de bien faire à sa patrie. Et la mesme opinion auoit Alexandre Seuere, Empereur tres-iuste, qui tenoit telles gens dangereux en vn estat. Et l'une des plus grandes louanges que l'on donne à ce iuste Prince, c'est qu'il ne voulut iamais tirer argent de la vente des offices ou Magistrats, disant qu'il faut que celuy qui achapte en gros,

reuede puis apres en deſtail, & qu'on ne pourroit honneſtement punir celuy qui reuend ce qu'il a achepté. Et les anciens Romains n'ont iamais riens tant craint, finon que d'introduire aux charges publiques des perſonnes par ambition ou corruption d'argent. Et iuſques là ont eſté curieux d'oſter toutes telles occaſiõs de mal, que par la loy *De ambitu* on coupoit chemin à toutes ſortes de fraudes & pratiques, qui ſ'y pouuoient commettre. Et peult-on recognoiſtre combié ils eſtimoient que cela eſtoit important, en ce que iamais autre loy n'a eſté ſi ſouuēt repetée, comme celle de l'ambitiõ, que nous trouuõs en l'hiſtoire Romaine auoir eſté par quinze ou ſeize fois diuerſes augmentée & rafreſchie. Mais entre toutes les plus mauuaiſes pratiques, le moyen d'y venir par argēt a touſiours eſté tenu pour le plus vilain & deſhonneſte : voire meſme que celuy qui en eſtoit conuaincu, recevoir grande honte d'infamie, & de cinq ans apres n'eſtoit receuable pour eſtre faiët officier public.

Et entre tous les plus grands preſages que le ſage Catõ eſtimoit ſignifier la perte

prochaine de la Republique Romaine, cestuy-cy en estoit vn, que non par la vertu, mais par menées & pratiques & argēt on obtenoit les honneurs. Et si cela estoit vray, il sembleroit certes que nous aurions de grands indices de la diminution & ruine de nostre Monarchie, puis que nous voyons apertemēt qu'il n'y a autre moyē en France de paruenir aux estats & dignitez publiques, qu'avec le pris de l'argent. Chose qui est certes grandement preiudiciable, & d'oū il aduient de grands malheurs en France. D'autant que plusieurs gens de bien demeurent oiseux & sans estre employez, encores qu'ils peussent estre vtiles à la chose publique, qui par leur pauureté est priuée de leurs vtiles seruices: où au contraire la Iustice est maniée en partie par quelques personnes incapables, & qui n'ont autre vertu, sinon qu'ils sont riches, & ont dequoy payer contant. Vostre Majesté sera donc tres-humblement suppliée, que quassant & annullant toutes taxes & vēditions d'offices, voire mesme ostant tous moyens de faueur & ambition, lors que les offices vacqueront par cy après, il luy plaist faire re-

cherche en chacune prouince de quelques gēs, le sçauoir & la preud'homie desquels soit cogneuë & approuuée pour les en pourueoir gratuitement. Et parce que nous auōs dit, que nous recherchiōs pluſtoſt le reſtabliſſement des anciēnes loix, que d'en introduire de nouuelles, voſtre Maieſté entendra, ſil vous plaist, que le Roy ſainct Loys voſtre predeceſſeur, Prince amateur de la pieté & iuſtice, fiſt vne ordonnance, par laquelle il ſtatua, que tous offices publics fuſſent conferez par election de trois perſonnes, qui ſeroit faiſte par les autres officiers & citoyens des lieux: & qu'à l'vn des trois ainſi eſleuz, le Roy confereroit gratuitement & ſans argent ledit office vaquant. Et ceſte belle ordonnance a depuis ſouuent eſté renouuellée par les Roys Philippes le Bel, Charles le Sage, Charles ſeptieſme, Loys onzieſme, & par le feu Roy Charles neuſieſme, de bonne memoire, en ſes eſtats tenus à Orleans. De ſorte que telles inſtitutions ne ſont choſes nouuelles, mais de long temps pratiquées & ordonnées en France. Et de là aduiendra, oultre l'heureuſe adminiſtration de la iuſtice, encore



vn autre bien à la Frâce : c'est que comme l'honneur & la gloire sont les vrais moyes pour inciter & esueiller les courages genereux, chacun s'estudiera de valoir quelque chose, lors que le seul merite & la vertu, & non l'argent, ferōt departir les honneurs. Chose qui a fait croistre l'Empire Romain en sa grandeur. Et nous esperōs encores que nous pourrons veoir nostre France florissante, lors que le seul merite, & non le pris & la faueur ferōt le chemin, pour trouuer auancement.

L'ordre des choses sembleroit requierir que nous parlissions en general de la discipline & police militaire : mais pource que cela est aliené de nostre mestier, & que l'on pourroit dire à iuste raison, que nous en parleriōs comme clerks d'armes, nous n'en dirons autre chose, sinon que l'Europe, l'Asie, l'Afrique, & en general toute la terre, a prisé plus que nul autre la valeur des armes de la Noblesse Françoisē, qui a tousiours esté en tel honneur entre tous les gens de guerre par tout le mōde, qu'vn bien petit nombre de gens d'armes François, a faict redoubter les plus grandes & puissantes armées. Et qu'il n'y a

point de doubte qu'elle ne se puisse veoir encores en ce poinct aussi florissante & victorieuse, qu'elle fut onques, si on veut remettre sus l'ancienne discipline militaire de France. Car ce seroit mal à propos d'en chercher vne meilleure, ayât par ceste là esté fait anciennemēt tāt de belles entreprinſes & heureuſes conqueſtes.

Auāt que paſſer plus auāt au troiſieſme poinct de noſtre propoſition, ie ſuis contraint de toucher vne complaincte publique de tous les ordres de ce Royaume, qui eſt de ce qui eſt au reculement de pluſieurs bons & naturels François, l'on voit les eſtrangers (quand nous parlerons des eſtrangers, nous n'entendons d'y comprendre les Princes) appelez aux plus grandes charges & honneurs du Royaume, ſoit en l'eſtat Eccleſiaſtique, Polique ou Militaire. Choe qui a eſté trouuée fort iniuſte, & reprouuée en toutes les ſeigneuries bien ordōnées, leſquelles ont touſiours fait difference entre le citoyen & l'eſtranger. Et la principale marque de recōnoiſtre l'vn d'auec l'autre, a eſté, que le citoyen ſeul & non l'eſtranger, eſtoit capable des hōneurs & dignitez. L'exem-

ple de cela se pourroit rechercher en toutes les Republiques , & en plusieurs se trouueroit encores, que l'estrangier a esté generalement chassé, sans pouuoir aucunemēt estre receu: cōme en Lacedemone, & à Rome mesme par la loy *Petronia*, & la loy *Papia*, les estrangiers furent du tout bannis hors de la ville. Toutesfois ceste loy, comme dit Ciceron, fut tousiours tenue pour trop dure & seuer, & ne seroit receuable en la France, qui plus quē nulle autre a esté humaine à caresser , & reueuoir toutes sortes de gens , & ne voudroit encore perdre ceste louāge de douce hospitalité. Mais elle ne doit pourtant non plus que les autres , cōmuniquer ses Magistrats à autre, qu'à ses propres enfans.

En Athenes par la premiere institutiō, l'estranger ne pouuoit estre fait citoyen, que par le suffrage de six mil personnes, & pour de grandes & importantes causes & seruices signalez. Et Demosthenes de son temps se plaignoit, comme d'vne chose trespernitieuse, que lon bailloit le droit de citoyen à personnes de biē peu de valeur, veu qu'en l'ancienne institution cela n'estoit pas accordé à eux mesmes, qui a-

uoient bien merité de la Republique. Et quant aux Romains, ils ont tousiours maintenu, t t qu'ils ont demeuré en leur entier, ceste loy si inuiolable, qu'ils ne voulurent iamaïs accorder le droict de citoyen mesmes aux peuples Latins, qui leur estoient ou alliez, ou en leur obeyssance, quoy qu'ils l'ayent avecques instance, & iusques à sedition quelquesfois demandé. Et est certes memorable l'histoire racompt e par Tite Liue à ce propos. Après la bataille des Cannes, où les Romains furent deffaits, & perdirent la plus grand partie de leur noblesse, & principalement quatre vingts Senateurs, sur la deliberation qui fut faicte d'en créer de nouveaux en leur place, Sp. Caruin<sup>9</sup>, opina qu'il falloit introduire dans le Senat quelque n bre de gens de bi  des peuples Latins, qui estoient en leur obeyssance. Mais ceste opini  fut trouu e si absurde & pernicieuse par ce gr d Capitaine & Senateur Quint. Fabius Maximus, qu'il fut d'aduis de la tenir perpetuellement caché, & quelques autres Senateurs opinerent encores plus seurement & rudement. Et tout ainsi comme les auciennes seigneuries ont estimé

que c'estoit chose indigne de faire part de leurs honneurs aux estrangiers, les modernes encores se sont beaucoup maintenus avec ceste mesme opinion. Voire que Patrice Siennois, Euesques de Gayette, qui viuoit du temps de Ferdinand le vieil & Alphonse Roys de Naples, il y a pres de cent ans, maintient en ses liures de la Republique, que ceste loy de ne communiquer leurs dignitez aux estrangers, est vne des principales qui a conserué Venise en sa grandeur. Je laisse les exemples des autres peuples, pour ne me rēdre ennuyeux: mais ie ne puis passer sous silence, que les loix de France, qui ont si bien pourueu à toutes choses necessaires à l'estat, n'ōt encores obmis de bien & vtilement ordonner en ce point. Car en l'an 1431. du temps du Roy Charles septiesme, fut faite vne ordonnāce, par laquelle il estoit declairé, que tous estrangiers ou aubeins, estoient incapables de tenir offices ou benefices en France. Et ceste ordonnance fut pour seruir de loy irreuocable, publiee en la mesme annee au Parlement de Paris, seāt lors à Poytiers, pour la necessité des troubles qui estoient en Frāce. Et ne puis lais-

fer passer ce beau conseil que donne Phi-  
 lippes de Commines en son histoire tant  
 renommée, disant que c'est chose odieuse  
 de donner offices , benefices & grands  
 maniemens aux estrangiers , qui ne peu-  
 uēt estre iamais si propres ne si agreables,  
 que ceux du pays. Et puis que c'est vn cō-  
 sentement commun de toutes les natiōs,  
 & comme vne loy de gēs: vostre Majesté  
 sera treshūblemēt suppliée , de pourueoir  
 doresnauant aux charges publiques de ce  
 Royaume, tāt Ecclesiastiques, politiques,  
 que militaires, les bons, legitimes & natu-  
 rels François, qui ont & notable interest,  
 & affection naturelle à la conseruation de  
 la France. Ce que ne peuvent auoir les e-  
 strangiers , soubz lesquels ie ne comprends  
 les Princes. Et nous croyons que cela  
 fera l'vn des plus grans moyens pour  
 reconcilier les esprits alienez & mal con-  
 tens de plusieurs gens d'honneur Fran-  
 çois, qui s'estiment estre mesprisez , voy-  
 ant que lon prefere à eux les estrangiers  
 par aduenture moins dignes. La tranquil-  
 lité donques publique estāt bien establie,  
 toutes factions ostées , les anciennes loix  
 remises sur, & inuiolablement obseruées,

les Magistrats non venaux, mais conferez par la vertu & merite aux bons & naturels François : nous tenons pour tout asseuré, qu'en brief nous verrons reuiure l'ancien honneur & splendeur de la France, & vostre regne aussi florissant par ceste belle reformation, comme il a esté infortuné par les malheurs & desordres passez.

Reste le troisieme & dernier point que nous auons proposé, qui est l'un des principaux fondemens & comme le nerf de la Republique: c'est à sçauoir les finances. En quoy certes il s'offre tant de difficulté, que ie pense que tous les meilleurs & les plus subtils esprits de la France s'y trouuerront confus & empeschez, principalement pour deux contrarietez qui s'y trouuent si grandes, que malaisément elles se peuuent compatir ensemble. Car d'une part, c'est vne chose fort estrange & fort dure à vostre peuple, qui ayme & honnore son Prince, d'entendre que vostre Majesté ait esté contrainte, pour la neceffité des affaires de ce Royaume, de vendre son domaine, engager bonne partie de tous ses reuenus, & soit encores grandement endebtée. Et de l'autre aussi

nous croyõs, que vous comme Roy tres-piteux & debonnaire, ne pourrez entendre sans estre esmeu de grande cõpassion, tant d'emprumpts, d'impositions & subsides, dont vostre peuple est affligé. Et pense veritablement, que s'il estoit fidelemēt representé deuant les yeux de vostre Majesté, tout ce qui a esté leué depuis quelque temps en ça par toutes les prouinces de vostre Royaume, tant par vostre cõmandement, que pour les frais qu'il a cõuenü faire en chasque pays pour se defendre & conseruer: la somme se trouuerroit si grãde & excessiue, que vous auriez horreur de l'entendre, & seroit difficile à nõbrer. Et qui voudroit estroittemēt remedier à ce mal, il sembleroit estre necessaire d'entendre & sonder iusques au plus profond la cause & origine dont il procede.

Nous croyõs bien & sçauons certainement que les desordres & grands debtes ne sont pas venus de vostre Regne, veu que le feu Roy Charles ix. trouua desia l'estat endebté quand il vint à la Couronne, de bien grandes sommes, à l'acquiescement desquelles la Roynie vostre mere auoit proietté de bons & louables desseins;

qui



qui ont esté, au grand preiudice de la Frãce interrompus par les troubles suruenus du regne du Roy vostre frere, & du vostre qui peuuent auoir donné grãd accroissement à ce mal, tãt par les fraiz extraordinaires qu'il a conuenu faire en la guerre, que pour auoir la pluspart des finances & receptes generales esté occupées par ceux du party cõtraire. Mais aussi sçauõs nous bien que beaucoup de grãds Royaumes, estans outre mesure endebtez, par bon mesnaigne sont sortis de ceste misere, avec le soulagement du peuple.

L'Empire Romain ne fut iamais tant apauury, qu'il se trouua apres la mort de ce monstre desbordé en tous vices Helio- gabale, & toutesfois Alexandre Seuerẽ, doux & gratieux Prince, incontinent apres sa mort rabaisa les impositions de plus de la moitié, & en quatorze ans qu'il regna, acquitta les debtes immenses de son predecesseur, & fit la guerre aux Parthes, & peuples Septentrionaulx. Et l'vn des plus grands moyens de la bonne administratiõ de ses deniers estoit, que ceux qui manioient ses finances, estoient si curieusement obseruez, qu'ils ne pouuoient

le tromper, & la peine leur demeueroit certaine, si tost qu'ils estoient descouuerts. Et le Roy Charles v. pour ses vertus surnommé le Sage, en 17. ans qu'il regna, acquitta toutes les debtes faittes par ses predecesseurs : paya grande partie de la rançon de son pere le Roy Iean, racheta son domaine qui estoit engagé, & ne laissa pourtant de faire la guerre aux Anglois, & secourut encores plusieurs Princes ses alliez, cōme les Roys de Castille & d'Escoffe. Et mourant, laissa vne aussi grande somme de deniers en ses coffres, qu'il s'en fut encores point veu en Frâce. Et estoient toutesfois les subsides qu'il leuoit sur son peuple fort petits & moderez de son tēps. Et encores ce bon Prince en mourant, faisoit conscience de quelques aydes & subsides, dont ses subiects auoient esté foulez, pour la necessité des affaires de la France. Et pria en ses dernieres parolles son fils, de soulager son peuple le plustost qu'il pourroit, par l'abolition de tailles. Et le principal fons de ses finances, estoit l'espargne, & bonne administration.

Et à la verité il semble qu'il y a deux choses qui espuisent les deniers cōmuns,

sans aucun profit ou aduantage de la Re-  
 publique. Le premier est les dons immē-  
 ses & non cōsiderez: & l'autre est la mau-  
 uaise administration & mesnage des fi-  
 nances. Vostre Majesté cōsiderera, s'il luy  
 plaist, si l'vn & l'autre ont point consom-  
 mé inutilemēt partie des deniers qui ont  
 esté leuez sur le peuple. Nous ne voulons  
 pas tellement restraindre la liberalité des  
 Princes, qu'il ne leur soit permis de dōner  
 à qui il leur plaist: estāt cela l'vne des pre-  
 mieres excellences de leur grandeur &  
 Majesté. Mais nous voulōs bien dire que  
 telles choses se doiuent faire avec mode-  
 ration, & en sorte que le public n'en souf-  
 fre point. Car si telles despenses sont fait-  
 tes en temps que l'estat est troublé, que  
 les finances y sont courtes, & que le peu-  
 ple est trauaillé de subsides: la chose est  
 d'autant plus dāgereuse & odieuse, pour-  
 ce qu'il faut accroistre les impositiōs pour  
 enrichir les particuliers. Et le fisc, ou les fi-  
 nances publiques, comme disoit l'Empe-  
 reur Adrian, est comme la ratelle en no-  
 stre corps, laquelle plus elle est grosse &  
 enflée, & plus le reste du corps deuient sec  
 & ethic: ainsi quand le fisc s'augmente

pour enrichir les particuliers, il fault que le commun s'en resente & s'apauurisse. Et certes en cela on ne pourroit nier, que depuis quelque temps les dons immenses n'ayent passé toutes les bornes & limites; eu esgard aux finances de France. Et nous recognoissons toutesfois cela estre aduenu par la misere du temps, où il sembloit estre dangereux de refuser aux importuns qui eussent peu, prenant autre party, faire beaucoup de mal & de dommage. Et souuentefois, pour obuier à telles choses, a esté ordonné aux Republiques, que tels dons immenses seroiēt reuomez, ou pour le moins moderez. Ces choses ne seroient pas dictes pour donner loy à vostre libéralité, pour l'assurance que vostre peuple se donne de vostre sagesse, prudence & discretion, qui sçaura mesurer sa beneficence selon ses moyens & necessitez, & clorre par cy apres plus librement la bouche à tels importuns & indiscrets demãdeurs. Comme nous esperons encores qu'elle sçaura tresbiē remedier au mauuais mesnage, que la calamité & necessité a introduit en l'administration de ses finances, que nous pensons proceder de deux cau-

ses principalement.

La premiere est la multitude des officiers des finances, le nombre desquels est creu si desmesurément & extraordinairement, que leurs gages, despenſes, fraiz & vacations, absorbent & conſommēt près de la moitié des finances de France : de sorte qu'il ſe trouue telles prouinces, d'où l'eſcu apporté en voſtre eſpargne, ne reuient pas à trente ſols. Du temps du Roy Charles vi. les eſtats firent vne grande remonſtrance & doleance, de ce qu'il y auoit cinq treſoriers, & qu'anciennement il n'y en ſouloit auoir que deux. Et que diroient maintenant ces bonnes gens de ce temps là, de ceſte formiliere de tant de financiers inutiles, ſi en lieu qu'il n'y ſouloit auoir qu'un recepueur general, ils en veoyent plus de quarante, comme ils ſont aujourd'huy? Et pour vn treſorier de France, Preſident de la chambre des Comptes de Paris, avec quatre maiſtres qui eſtoient prins des anciens maiſtres d'hoſtel du roy ; & ſix clerks, que l'on a depuis appelez Auditeurs, ils voyent pres de deux cens officiers en ceſte chambre, oultre ſix autres qui ſont erigez aux autres Parlemēs.

De sorte que lon peult dire assurement que les gages des officiers de finance de France, se montent plus que ne faisoient anciennement tous les reuenus, subsides, & impositions qui se leuoient ordinairement en tout le Royaume. Et pource sembleroit bien que la suppression de tous ces estats faicts nouuellement en si grand nombre, & qui sont vn fardeau inutile au peuple, apres que les comptables auroient redu compte, seroit vne des plus necessaires ordonnances que pourroit attendre ce Royaume, & qui apporteroit autant de soulagement à vostre peuple, & d'acquiescemēt à vos debtes. Et ne sont receuables en leurs remonstrances ceux, qui disent que ceste suppression seroit vne diminution des parties casuelles : car ceste commodité de toucher quelque peu de deniers comptans par hazard, s'achete avec de grans & dommageables interets, tant pour la France que pour vos finances.

L'autre cause du mauuais mesnage, viēt encores de la necessité : ayant esté vostre Majesté contrainte de prendre & emprunter les deniers à grands & excessifs interets, & faire des parties desraisonnables a-

uec quelques estrangiers & autres de vostre Royaume, qui se seruans de l'extrémité en laquelle vous estes reduit, on fait entrer en leurs contracts plusieurs dons, gages, pensions, & autres parties non valables, que bien souuent ils acheptoient à grand marché, & les mettent en cōpte de leur iuste valeur. De façon que le gain qu'ils y ont fait avec les interests, emporte & mange plus de la moitié des impositiōs nouuelles, qui se leuent sur vos subiects. Et s'il aduenoit, ce que Dieu ne vueille, que telle maniere de gens eussent intelligence avec aucuns de ceux qui se meslent de vos affaires : la chose seroit reduitte à tref-malheureux & mauuais termes. Car ils ne voudroient iamais veoir vostre estat desengagé, puis que vostre paureté seroit leur richesse. De cela ie ne diray autre chose, sinō que pour semblables vsures manifestes du temps du Roy Loys xi. & Philippes le Bel, les biens de telles personnes furent publiquement confisquez. Et depuis en l'an 1347. leur faisant leurs procès, il fut verifié, que pour deux cens quarante mil liures de principal, ils auoiēt tiré de prouffit & interests plus de vingt

millions en bien peu d'années. Et nous ne faisons point de doubte, que si telles choses estoient recherchées aujourdhuy aussi curieusement qu'elles furent lors, qu'il ne se trouuaissent des sommes d'vsures bien immoderées, qui sont d'autant plus dangereuses & dignes de punition, qu'en ces vsures là les particuliers y estoient seulement endommagés, & icy le public y est intéressé. Cela no<sup>9</sup> a semblé digne d'estre dit generalement pour les finances de France, qui meriteroient vne recherche plus curieuse, & qui sera plus cōmodémēt apposee au cayer de nos remonstrances.

Pour faire fin, nous toucherons vn mot de ce qui appartient à l'ordre & estat Ecclesiastique. En toutes les Republiques bien instituees, ceux qui ont eu la charge des choses sainctes & sacrees, ont esté tenus tousiours immunes de toutes charges publiques, tant réelles que personnelles. Et si ie voulois commencer par l'autorité que les anciens Gaulois attribuent aux Drudes, & continuer la recherche de toutes les autres Republiques anciennes, qui ont honoré comme Roys leurs Sacrificateurs & maistres de leur religion & ce-

remo-



remonies, lon me pourroit accuser d'estre trop curieux, & par aduenture trop affectionné en ma cause. Mais ramenant les choses qui apartiennent à nostre religion seulement, ie diray que dès le commencement que l'Empire a esté publiquement Chrestien, sous la faueur de ce catholique Prince Constantin, les biens qui estoient ja sequestrez pour le seruice de Dieu & entretenement de sa religion, furent declairez exempts de toutes charges & priuées & publiques. Et ceste loy commencée dès le reestablissement a tousiours duré ferme & inuiolable, cōme il se peut voir par les loix Imperiales. Et si les Empereurs Chrestiens ont acquis vne grande loüange par telles immunitez données à l'Eglise de Dieu: les Roys de France pour les auoir maintenues, se sont rendus hereditaires du nom & tiltre de trefchrestien, qui leur fut concedé du temps de Charlemaigne, qui defendit si courageusement l'Eglise contre les Lombards, qui occupoient les biens qui auoient esté cōsacrez à Dieu & à son Eglise. Et si nous recherchons toutes les histoires Chrestiennes, nous trouuerons que plus que nuls

autres, les Roys de France ont esté scrupuleux, & du tout religieux en la conseruation des priuileges & auctoritez de l'Eglise: & ont tousiours craint plus que nuls autres, de se seruir à leur vsage des choses sacrées & vouées à Dieu. Comme certainement par diuers exēples il a tousiours monstré, combien il auoit en horreur & detestation ceux qui ont mis les mains aux choses, qui par la pieté auoient esté reseruées pour le seruice diuin: & a tousiours vsé à l'encōtre d'eux d'une iuste, manifeste & seuerē vengeance. Dequoy les exemples sont assez vulgaires en l'Escripture sainte, lesquels ie ne veulx reciter tous pour ne me rendre ennuyeux. Mais entre tels iugemens de Dieu, est memorable la defense miraculeuse qu'il fist contre Heliodorus qui auoit esté enuoyé par Seleucus Roy d'Asie, pour enleuer les choses plus precieuses consacrees à Dieu en son temple. Car estant là prest pour executer le commandement qui luy auoit esté commis, il luy apparut vn homme plein de majesté, armé d'vnes armes dorées, & monté sur vn cheual bien enharnaché, lequel donna des deux pieds de

deuant deffur la teste de Heliodorus si grand coup, qu'estant ietté par terre, il fut laisi par deux ieunes hommes pleins d'une venerable majesté, qui le foueterent de forte, qu'ils le mirent tout en playes sanglantes, & le laisserent demy mort & esuanouy. Nous sommes contrains de ramener tels exemples pour respondre à quelques petits liurets & memoires imprimez, que quelques personnes mal affectez à l'Eglise, publient & sement par ceste Court, par lesquels ils taschent de reietter toute la foule de vos affaires, & du desengaigement de vos debtes sur l'estat Ecclesiastique, conseillans de vendre leur domaine & reuenu temporel. Mais vostre Majesté fera, s'il luy plaist aduertie, que tels conseils procedent d'une maligne intention, & sont semblables aux deliberations de Iulian l'Apostat, cruel ennemy du nom de I E S V S- C H R I S T, qui ne trouuoit moyen plus propre pour ruiner la foy Chrestienne, que d'oster & rair les biens qui estoient donnez à son Eglise. Mais la iuste punition que Dieu fist de luy, monstre assez combien son cõseil estoit pernicieux. Et les exemples de la

vengeance de Dieu sur les vsurpateurs des biens de l'Eglise ne manquent point encores en la loy de l'Euangile. Car chacun sçait, que par la sentence du sainct Esprit prononcée par la bouche du sainct Pierre, Ananias & Saphira moururent soudainement, pour auoir retenu vne partie des deniers prouenans de la vente de leur heritage, qu'ils auoient donné à l'Eglise. Et s'il ne leur estoit loisible de retenir ce qui estoit procedé de leur bien : il semble bien qu'il ne soit pas iuste de prendre ce que par autruy auoit esté donné & voüé au seruice de Dieu & entretenemēt de son Eglise.

Celce Connestable du Roy Gontrand de Bourgogne, ayāt fait son proufit des biēs des Ecclesiastiques sous l'auctorité de son maistre, sentit auāt que mourir en sa conscience vn iuste fleau qui l'affligeoit interieurement. Car estant vn iour en l'Eglise, il entēdit lire ces mots du Prophete Esaye : Malheur sur ceux qui adioustent maison auecques maison, possession sur possession. Et comme si ceste sentence luy eust donné vn coup de baston, il s'escria, malheureux que ie suis, ceste malediction

tombe sur moy & sur toute ma race: & iama-  
 mais depuis ne proufita, ny ne fist bien,  
 mais mourut malheureusemēt. Ie n'ame-  
 neray point les exēples de Clouis 2. Roy  
 de France, & du Comte de Mascon, reci-  
 tez par nos histoires: mais ie ne puis passer  
 sous silence celuy de Loys sixiesme, sur-  
 nommé le Gros, lequel ayant esté, pendāt  
 le cours de sa vie, grand protecteur des  
 priuileges de l'Eglise, pour certaine neces-  
 sité sur les vieux iours, se voulut ayder des  
 biens des Ecclesiastiques, desquels il leur  
 osta la possession. Mais ce grand person-  
 nage sainct Bernard, lumiere de son sie-  
 cle, l'admonnesta par diuerses lettres de la  
 faute qu'il faisoit, & puis le vint luy mes-  
 me trouuer. Et voyant que pour ces re-  
 monstrances il ne s'en vouloit desister: le  
 menaça fort rudement, que biē tost il sen-  
 tiroit sur luy le tesmoignage de la vègeā-  
 ce de Dieu. Ce qui aduint soudain apres,  
 par la mort inopinée de son fils aîné. Et si  
 ce bō personnage viuoit aujourd'huy, de  
 quels anathemes condamneroit & tels li-  
 ures & leurs auteurs & moyēs, qui con-  
 seillent de lapider & vendre tout le patri-  
 moine de l'Eglise. Et pource que leur

principale raison & argumēt de leur persuasion est la neceſſité de vos affaires & de l'eſtat: nous leur dirons que le Royaume de France ſ'eſt autresfois veu en plus grande neceſſité , meſmes pour les guerres inteſtines, eſtant la plus grand part de la France occupée par les rebelles & Anglois, qui tēnoient entre autres la bonne ville de Paris. Et toutesfois on ne parla iamais de diſſiper & mettre en vente le bien & patrimoine de l'Egliſe. Et iamais la neceſſité ne fut plus grande en autre Royaume qu'en Ægypte en ceſte grande famine, qui dura ſept ans ſoubs le Patriarche Ioseph , pour ſubuenir à laquelle il fallut vendre la cinquiēſme partie de tous les biens d'Ægypte, ſauf toutesfois l'heritage des Preſtres, auſquels Ioseph ne permit de toucher, mais les laiſſa immunes, comme nous liſons au Geneſe.

Nous ne voulons pas dire que l'Egliſe en telles neceſſitez ne doibue ayder au public, mais cela doibt eſtre modérément & par les voyes legitimes: comme auſſi on a veu en France, les Eccleſiaſtiques plus que nuls autres, prompts à ſubuenir aux neceſſitez publiques. Et encores que l'E-

glise sente sous vostre Regne, ceste fa-  
 ueur de ne veoir plus son bien aliené, ce  
 qu'elle se promet de vostre insigne pieté,  
 si ne demeurera elle pas pourtant exem-  
 pte de beaucoup de grandes charges &  
 miseres. Car si nous voulons représenter  
 au vif, les oppressions par impositions ex-  
 traordinaires & excessives subsides elle  
 a enduré que la desolation qui a esté  
 en icelle, & qui continue encores en  
 diuers lieux de ce Royaume, d'où les Ec-  
 clesiastiques sont bannis & exilés, leurs  
 biens occupez, leurs Eglises & maisons  
 ruinées & demolies, & eulx exposez à la  
 cruauté & rage des ennemis de Dieu &  
 de vostre Majesté. Nous craindrions de  
 rafreschir en ceste fin la memoire des  
 maux passez, & trop esmouuoir le cœur  
 pitoyable de vostre Majesté, laquelle ne  
 voulés attrister en ceste conclusion, nous  
 dirons seulement, qu'oultre toutes les ca-  
 lamitez que vostre Majesté sçait que l'E-  
 glise supporte, elle n'est exempte d'autres  
 grandes charges, comme de dix huit cés  
 mille liures qu'elle paye pour l'acquit de  
 vos debtes, & pour les necessitez publi-  
 ques en l'hostel de ville de Paris, oultre

cinquante millions dōt elle a subuenu en la Republique en ses plus grands affaires. Et encores apres son naufrages où elle a perdu grande partie de ses biens, tout ce qu'elle pourra, qui sera certes bien petit, ne sera espargné au bien & vtilité publique, par moyens legitimes, raisonnables & approuuez.

L'Eglise donques, SIRE, sanglante de ses playes, malheureusement deschirée; persecutée de toutes parts, se iette pour son refuge entre vos bras, vous demande ayde & conforte, vous coniure par le nom de Treschrestié que vous portez pour ceste cause, par le Baptisme que vous auez receu en icelle, par le serment que vous auez fait en vostre Sacre, de luy garder ses priuileges, & par ceste insigne pieté, de laquelle vous faiçtes profession & estes admirable à tout le monde, que vous foyez son suport & sa deffence. Et auec toute l'obeïssance que vous pouuez attendre de vos treshumbles & tresobeyssans subiects, ils ne cesseront iamais de vous secourir des armes qui leur sont les plus propres, qui sont les prieres & oraisons: lesquelles ils feront incessamment à Dieu, qui benir-  
ra &



ra & fauorifera , s'il luy plaist, toutes vot  
 actions, pour vous rendre heureux, aimés  
 craint & redoubté en ce monde, & vous  
 preparera ceste troisiésme & plus heureue  
 se couronne que vous attendez en l'autr-  
 siecle , apres ces deux qui enuironnent  
 maintenant vostre teste.

L





